

Service Technique
De la Direction Générale

26LH02015
1940-1944)

Série W.V.D

20

Affaires Générales relatives aux
questions de matériel.

51

Déjà causé par les militaires allemands
aux côtés S G F des troupes de permissionnaires.

Paris, le 13 Décembre 1940

Service du Contentieux

COPIE

Bureau S. J.

Dossier n° 5096 Ln

Monsieur le Directeur
du Service Central du Mouvement, PARIS

En réponse à votre lettre n° 11414.7/1 (1ère Division) du 30 Novembre, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le montant des travaux, nécessités par les déprédations commises dans nos voitures par les permissionnaires allemands, ne me paraissent pas pouvoir rentrer dans les "frais d'entretien" des troupes d'occupation, visés dans la lettre de la Commission d'Armistice en date du 8 Août 1940.

En effet, si les dépenses proprement dites de transport se rattachent normalement à l'entretien de l'Armée d'occupation, il ne saurait, par contre, en être de même pour les détériorations, causées par les soldats en cours de voyage. Celles-ci qui en droit commun relèveraient de la responsabilité quasi-dilictuelle - donnent sans doute ouverture à un droit à réparation au profit de la S.N.C.F. mais l'indemnité, due en la circonstance, est absolument étrangère, par sa nature même, aux frais d'entretien compris dans l'acompte de 20 millions de RM par jour, prévu à la lettre susvisée de la Commission d'Armistice.

En réalité, la question fait partie du problème général de réparation des dommages aux personnes et aux choses, entraînés par l'occupation allemande en France - problèmes dont a été saisie la Délégation Française à Wiesbaden.

Dans cette situation, nous ne pouvons, à mon avis, que nous borner actuellement à inscrire le montant des travaux effectués au compte spécial des dommages résultant pour le Chemin de fer de l'occupation allemande, dommages dont il appartiendra au Gouvernement français de déterminer le mode de réparation. Il semble, d'ailleurs, logique que celle-ci soit admise au débit du Reich dans les règlements définitifs à intervenir; mais, en tout cas, nous ne pouvons utilement, pour le moment, lui exiger un paiement direct des Autorités allemandes, ni demander une imputation d'office sur l'acompte journalier, fixé par la Commission allemande d'Armistice.

LE CHEF DU CONTENTIEUX

signé : AURENGE

Paris, le 13 Décembre 1940

Service du Contentieux

Bureau S. J.

Dossier n° 5096 Ln

Monsieur le Directeur
du Service Central du Mouvement, PARIS

En réponse à votre lettre n° 11414.7/1 (1ère Division) du 30 Novembre, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le montant des travaux, nécessités par les déprédations commises dans nos voitures par les permissionnaires allemands, ne me paraissent pas pouvoir rentrer dans les "frais d'entretien" des troupes d'occupation, visés dans la lettre de la Commission d'Armistice en date du 8 Août 1940.

En effet, si les dépenses proprement dites de transport se rattachent normalement à l'entretien de l'Armée d'occupation, il ne saurait, par contre, en être de même pour les détériorations, causées par les soldats en cours de voyage. Celles-ci qui en droit commun relèveraient de la responsabilité quasi-dilictuelle - donnent sans doute ouverture à un droit à réparation au profit de la S.N.C.F. mais l'indemnité, due en la circonstance, est absolument étrangère, par sa nature même, aux frais d'entretien compris dans l'acompte de 20 millions de RM par jour, prévu à la lettre susvisée de la Commission d'Armistice.

En réalité, la question fait partie du problème général de réparation des dommages aux personnes et aux choses, entraînés par l'occupation allemande en France - problèmes dont a été saisie la Délégation Française à Wiesbaden.

Dans cette situation, nous ne pouvons, à mon avis, que nous borner actuellement à inscrire le montant des travaux effectués au compte spécial des dommages résultant pour le Chemin de fer de l'occupation allemande, dommages dont il appartiendra au Gouvernement français de déterminer le mode de réparation. Il semble, d'ailleurs, logique que celle-ci soit admise au débit du Reich dans les règlements définitifs à intervenir; mais, en tout cas, nous ne pouvons utilement, pour le moment, lui exiger un paiement direct des Autorités allemandes, ni demander une imputation d'office sur l'acompte journalier, fixé par la Commission allemande d'Armistice.

LE CHEF DU CONTENTIEUX

signé : AURENGE

X.

Copie pour M. le Chef du Service de l'Organisation Technique, pour le tenir au courant.

Le Directeur du Service Central
du Mouvement,

19 DÉC. 1940
décembre

40

1

11,414.7/1

M. le Directeur du Service Central
du Matériel,

Les Régions nous signalent fréquemment des déprédations commises dans les voitures S.N.C.F. incorporées dans les trains de permissionnaires allemands. Indépendamment des sujétions de service qui résultent des retraits et des remplacements de voitures avariées ainsi que des immobilisations pour réparations des dépenses importantes doivent être supportées par la S.N.C.F. pour fourniture de matières et de main d'oeuvre.

Nous avons récemment demandé à la W.V.D. de nous indiquer comment seront réglées par les autorités occupantes les déprédations qui leur ont déjà été signalées et celles que nous pourrions être amenés à constater dans l'avenir.

A la suite de cette demande les autorités allemandes nous ont adressé la lettre dont copie jointe indiquant que ces dommages devaient être considérés comme dommages de guerre du territoire occupé et les dommages et intérêts qui en résulteront demandés aux autorités compétentes de ce territoire.

Afin de soumettre à M. le Directeur Général toutes propositions utiles sur cette question qu'il désire voir liée à la question générale des prestations en vue notamment de déduire les déprédations de la somme de 400 millions par jour à verser par la France pour l'armée d'occupation, nous avons demandé au service du Contentieux de nous faire connaître son avis sur la façon de voir des Autorités Allemandes en cette matière.

Ce Service nous indique qu'à son avis nous ne pouvons que nous borner actuellement à inscrire le montant des travaux effectués au compte spécial des dommages résultant pour le Chemin de fer de l'occupation allemande, dommages dont il appartiendra au Gouvernement Français de déterminer le mode de réparation. Il lui semble d'ailleurs logique que la réparation soit admise au débit du Reich dans les règlements définitifs à intervenir mais il est d'avis que nous ne pouvons pour le moment ni exiger un paiement direct des autorités allemandes ni demander une imputation d'office sur l'acompte journalier fixé par la Commission Allemande d'Armistice.

Dans ces conditions, je vous serais obligé de vouloir bien me faire connaître si votre Service se chargera de centraliser les déprédations en vue de les transmettre ensuite, après

*Lettre Su 22/11
de la WVO Bernold*

vérification, aux Services Financiers en vue d'un recouvrement ultérieur.

Mon Service possède un certain nombre de signalements que je vous transmettrai s'il y a lieu dès le reçu de votre réponse.

Le Directeur du Service Central
du Mouvement,

Signé: Goursat

i

Lettre expédiée le

- 3 FÉV 1941

~~la~~^{leur} rectification

~~avec rectification~~

MINUTE

17 Janv 1941 sb.

O n° 1883.

- 1 pièce jointe -
(O n°).

Monsieur le Directeur du Service Central
du Mouvement,

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint le projet de lettre que je me propose d'adresser à M.le Directeur Général comme suite à la lettre Zr 33 Bfp 3 Fa du 2 janvier 1941 de la W.V.D.Paris à la Direction Générale S.N.C.F., concernant les avaries causées aux voitures à voyageurs incorporées à des trains de permissionnaires.

Je vous serais très obligé de bien vouloir me faire connaître si vous êtes d'accord sur ce projet.

Le Chef du Service technique
de la Direction Générale,

Signé: DUGAS

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS
88 RUE SAINT-LAZARE . PARIS IX . TEL. TRINITÉ 73-00
SERVICE TECHNIQUE

de la
DIRECTION GÉNÉRALE

Le

sb.

19

O n°

Monsieur le Directeur Général,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que, d'accord avec le Service Central du Mouvement, il a été jugé préférable de ne pas poursuivre de correspondance avec les W.V.D. au sujet du paiement des déprédations causées par les soldats allemands aux voitures de voyageurs incorporées dans les trains de permissionnaires. Nous laisserons donc sans réponse la lettre ci-jointe du 2 janvier de la W.V.D. Paris.

Il a toutefois été convenu, au cours d'un entretien entre M. SAUVAJOL et M. WECKMANN de la W.V.D. Paris, que la S.N.C.F. continuerait à lui signaler, notamment pour des questions d'ordre et de discipline, les déprédations commises.

Bien entendu, et conformément à la décision prise au cours des réunions des 16 et 23 décembre dernier au Service Commercial concernant la procédure à suivre par les différents Services pour la centralisation et la facturation des prestations fournies aux Autorités allemandes, le Service Central du Mouvement n'en continuera pas moins à transmettre au Service Central du Matériel les dégâts causés aux voitures des trains de permissionnaires qui lui seront signalés par les Régions. Le Service T est, en effet, Service directeur pour ce genre de prestations.

Votre respectueux et dévoué,
Le Chef du Service technique
de la Direction Générale,

^h
SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

R. C. Seine 276.448 B

SERVICE CENTRAL
DU MOUVEMENT

PARIS, le

23 JAN. 1941 19 41

8, rue de Londres (9^e)

lère DIVISION

M 11.414.7/1

*Sammette au DG.
avec la lettre ci-jointe
M. Schiwan*

Tél. : TRinité 91.73 et la suite
Inter Trinité 110

M. le Chef du Service Technique
de la Direction Générale,

1
pièce
jointe

Suite à votre lettre O n° 1883 du
17 courant concernant un projet de Note
que vous vous proposez d'adresser à M. le
Directeur Général sur les avaries causées
par les soldats allemands aux voitures des
trains de permissionnaires.

Je vous retourne ci-joint ce projet,
sur lequel je suis d'accord, après y avoir
apporté quelques modifications pour tenir
compte des dernières instructions données.

Le Directeur
du Service Central du Mouvement,

P. O. Le Chef de la Division Centrale
du Mouvement Voyageurs

Paris, le Janvier 1941

O n°

Monsieur le Directeur Général,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que, d'accord avec le Service Central du Mouvement, il a été jugé préférable de ne pas poursuivre de correspondance avec les W.V.D. au sujet du paiement des déprédations causées par les soldats allemands aux voitures de voyageurs incorporées dans les trains de permissionnaires. Nous laisserons donc sans réponse la lettre ci-jointe du 2 janvier de la W.V.D. Paris.

Il a toutefois été convenu, au cours d'un entretien entre M. SAUVAJOL et M. WECKMANN de la W.V.D. Paris, que la S.N.C.F. continuerait à lui signaler, notamment pour des questions d'ordre et de discipline, les déprédations commises, si elles sont importantes.

Bien entendu, et conformément à la décision prise au cours des réunions des 16 et 23 décembre dernier au Service Commercial concernant la procédure à suivre par les différents Services pour la centralisation et la facturation des prestations fournies aux Autorités allemandes, les Services régionaux n'en continueront pas moins à adresser au Service Central du Matériel les dégâts causés aux voitures des trains de permissionnaires. Le Service T est, en effet, Service directeur pour ce genre de prestations.

Votre respectueux et dévoué,

Le Chef du Service Technique
de la Direction Générale,

29. JAN. 1941

sb.

O n° 1921

- 2 pièces jointes -

Monsieur le Directeur Général,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que, d'accord avec le Service Central du Mouvement, il a été jugé préférable de ne pas poursuivre de correspondance avec les W.V.D. au sujet du paiement des déprédations causées par les soldats allemands aux voitures de voyageurs incorporées dans les trains de permissionnaires. Nous laisserons donc sans réponse la lettre ci-jointe du 2 janvier de la W.V.D. Paris.

Il a toutefois été convenu, au cours d'un entretien entre M. BAUVAJOL et M. WECKMANN de la W.V.D. Paris, que la S.N.C.F. continuerait à lui signaler, notamment pour des questions d'ordre et de discipline, les déprédations commises si elles sont importantes.

Bien entendu -et conformément à la décision prise au cours des réunions des 16 et 23 décembre dernier au Service Commercial concernant la procédure à suivre par les différents Services pour la centralisation et la facturation des prestations fournies aux Autorités allemandes- les Services régionaux n'en continueront pas moins à adresser au Service Central du Matériel les dégâts causés aux voitures des trains de permissionnaires. Le Service T est, en effet, Service directeur pour ce genre de prestations.

Par ailleurs, vous avez bien voulu me communiquer, pour attributions, une lettre en date du 13 janvier 1941 de M. le Secrétaire d'Etat aux Communications, relative au remboursement par le Gouvernement français des dégâts causés aux voitures des trains de permissionnaires allemands.

J'ai l'honneur de soumettre à votre visa le projet de réponse ci-joint, simple accusé de réception à la Dépêche Ministérielle du 13 janvier.

Votre respectueux et dévoué,

Le Chef du Service technique
de la Direction Générale,

Signé : DUGAS

Copie pour le

SERVICE TECHNIQUE
DE LA DIRECTION GÉNÉRALE

*Copie a été envoyée aux
Ses M. et J.*

V. 2

015599.13

La Paquet

2 février 1941

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre
-1^{er} Bureau - du 13 Janvier dernier, relative au remboursement
à la S.N.C.F. des dégâts causés par les militaires allemands
aux voitures S.N.C.F. des trains de permissionnaires.

Nous avons pris note de ce qu'aucune décision spéciale
n'a été prise par le Gouvernement en ce qui concerne cette
affaire, la solution étant liée, à son avis, à la question,
plus générale et elle-même non encore réglée, des dommages
subis par l'ensemble des Français se trouvant en zone occupée.

La S.N.C.F. continue néanmoins, bien entendu, à prendre
attachement des dommages dont il s'agit.

de
Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de
mes sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration,

Signé: FOURNIER

Monsieur le Secrétaire d'Etat aux Communications,
246, Boulevard Saint-Germain - PARIS (7e)